

N° de dossier: 7454-003

**ARBITRAGE**

(devant M<sup>e</sup> Marie-Claude Martel, arbitre)

---

**SERVICES DE SANTÉ DCC (QUÉBEC)  
INC.**

et

**DENTALCORP HOLDINGS LTD.**

Demanderesses

c.

**CÉDRIC LEBOEUF**

et

**VIVIAN RAHAUSEN**

et

**FIDUCIE FAMILIALE CÉDRIC LEBOEUF**

et

**FIDUCIE FAMILIALE VIVIAN RAHAUSEN**

Défendeurs

---

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'ARBITRAGE**

(art. 141 et 631 et suivants du *Code de procédure civile*)

---

**AU SOUTIEN DE LEUR DEMANDE INTRODUCTIVE D'ARBITRAGE, LES  
DEMANDERESSES EXPOSENT CE QUI SUIT :**

**A. LES DEMANDERESSES**

1. L'entreprise Services de santé DCC (Québec) inc. – aujourd'hui MWHE Holding Corp. (« **MWHE** ») – était une société par actions constituée en février 2016, tel qu'il appert de l'État de renseignements de MWHE Holding Corp. au registre des entreprises, **Pièce P-1**;

2. Le 30 juin 2024, MWHE a cédé à la demanderesse 9520-3048 Québec inc. (aujourd'hui Services de santé DCC (Québec) inc.) (« **Dentalcorp** ») ses actifs, incluant ses droits aux termes des contrats ci-bas décrits, le tout tel qu'il appert plus amplement du *General Conveyance and Assumption Agreement*, **Pièce P-2**;
3. La demanderesse dentalcorp Holdings Ltd. (« **Holdings** ») est une société par actions constituée aux termes du *Business Corporations Act* de la Colombie-Britannique le 27 mai 2021;
4. Pour faciliter la lecture de la présente, l'expression « demandereses » désignera tant Holdings que MWHE et Dentalcorp;

## **B. LES FAITS**

### **a. Les conventions entre les parties**

5. Le 18 mai 2022, les demandereses, M. Leboeuf, Mme Rahausen et les Fiducies familiales Cédric Leboeuf et Vivian Rahausen (les « **Fiducies** ») ont conclu une *Convention d'achat d'actions* (la « **Convention d'achat d'actions** ») aux termes de laquelle les défendeurs ont vendu à MWHE et Holdings les actions détenues par ceux-ci dans le capital-actions des sociétés 9467-3878 Québec inc., 9467-3886 Québec inc. et 2607741 Ontario inc., le tout tel qu'il appert plus amplement de la Convention d'achat d'actions, **Pièce P-3**;
6. Le même jour et concurremment, MWHE, M. Leboeuf, Cliniques Dentaires Dr. Sam N. Sgro inc. et Dr. Larry Podolsky Dentistry Professional Corporation ont conclu une *Convention de services* (la « **Convention de services** ») aux termes de laquelle M. Leboeuf a convenu de fournir certains services à MWHE, le tout tel qu'il appert plus amplement de la Convention de services, **Pièce P-4**;
7. En contrepartie de cette prestation de services, les parties ont convenu des modalités qui suivent, qui sont plus amplement détaillées à l'article 2 a) et à l'Annexe C de la Convention de services;
8. Les termes en majuscules qui suivent ont le sens qui leur est attribué aux termes de l'Annexe A de la Convention de services;
9. Selon le Flux de trésorerie annuel pour une année de services, M. Leboeuf pouvait recevoir paiement d'un Revenu attribué ou, au contraire, pouvait devoir se retrouver à payer une Indemnité variable (ou *shortfall*) à MWHE;

10. Si le Flux de trésorerie annuel pour une année de services était supérieur au Flux de trésorerie initial (à ce moment, 4 100 253\$), M. Leboeuf aurait eu droit de recevoir un montant égal à 20% de l'excédent du flux ainsi calculé (le Revenu attribué);
11. Dans l'éventualité où le Flux de trésorerie annuel pour une année de services était inférieur au Flux de trésorerie initial, M. Leboeuf devait payer un montant égal à la différence entre le Flux de trésorerie initial et le plus élevé soit du Flux de trésorerie annuel ou 90% du Flux de trésorerie initial (l'Indemnité variable);
12. Le 31 mars 2023, les parties à la Convention de services ont signé une *Convention de reconnaissance et de modification* (« **Convention de modification** »), visant notamment à augmenter le montant du Flux de trésorerie initial, de 4 100 253\$ à 4 603 312\$, ainsi que le mode de calcul de l'Indemnité variable et du Revenu attribué, selon le cas, le tout tel qu'il appert plus amplement de cette convention, **Pièce P-5**;

**b. L'Indemnité variable calculée**

13. Autour des mois de mars ou avril 2023, les demanderesses ont transmis à M. Leboeuf une première lettre d'anniversaire visant à l'informer du calcul de l'Indemnité variable pour la période des mois de mai à décembre 2022 et de leur réclamation à cet effet, tel qu'il appert de cette lettre, **Pièce P-6**;
14. Selon les calculs des demanderesses, le flux de trésorerie se retrouvait en position déficitaire pour un montant de 1 743 685 \$ pour les mois susmentionnés, tel qu'il appert de cette lettre et plus amplement du sommaire financier préparé à cet effet par les demanderesses, **Pièce P-7**;
15. Selon le calcul précisé à l'Annexe C de la Convention de services, M. Leboeuf était ainsi redevable d'un montant de 256 125 \$ aux demanderesses;
16. Le ou vers le 2 février 2024, les demanderesses ont transmis à M. Leboeuf une deuxième lettre d'anniversaire visant à l'informer du calcul de l'Indemnité variable pour la période des mois de janvier à décembre 2023 et de leur réclamation à cet effet, tel qu'il appert de cette lettre, **Pièce P-8**;
17. Selon les calculs des demanderesses, le flux de trésorerie se retrouvait en position déficitaire pour un montant de 3 420 848 \$ pour les mois susmentionnés, tel qu'il appert de cette lettre et plus amplement du sommaire financier, **Pièce P-7**;
18. Selon le calcul précisé à l'Annexe C de la Convention de services, M. Leboeuf était ainsi redevable d'un montant de 410 025 \$ aux demanderesses;

19. Mentionnons qu'en vertu de la Convention de modification et du calcul effectué conformément à celle-ci, M. Leboeuf est en droit de recevoir un montant de 3 719,83 \$ des demandereses à titre de Revenu attribué pour les mois de mars à décembre 2023 en lien avec le flux de trésorerie spécifique au centre dentaire « Y1GQ », soit le Centre dentaire Linda Bélanger, le tout tel qu'il appert plus amplement du sommaire financier, Pièce P-7;
20. En conséquence, la réclamation des demandereses totalise 662 431 \$, ce montant tenant compte de la compensation effectuée entre les montants dus par M. Leboeuf à titre d'Indemnité variable et le montant du par les demandereses à M. Leboeuf à titre de Revenu attribué;

**c. La réclamation des demandereses**

21. Le ou vers le 9 mai 2024, les demandereses ont transmis à M. Leboeuf une correspondance aux termes de laquelle elles ont répété leur demande de paiement de l'Indemnité variable due par celui-ci d'ici le 31 mai 2024, tel qu'il appert de cette correspondance, **Pièce P-9**;
22. Malgré l'envoi de cette correspondance, M. Leboeuf a refusé de payer la somme de l'Indemnité variable due dans le délai précité;
23. Ainsi, le ou vers le 12 juillet 2024, les demandereses ont formulé un *Notice of Direct Claim* (une réclamation directe) à l'encontre de Mme Rahausen et de la Fiducie familiale Vivian Rahausen, réclamant paiement du montant de 662 431\$ d'ici le 9 août 2024, le tout tel qu'il appert plus amplement de la correspondance à cet effet, **Pièce P-10**;
24. En effet, aux termes de la Convention d'achat d'actions, Mme Rahausen, M. Leboeuf, ainsi que les Fiducies se sont engagés à indemniser les demandereses à l'égard de tous passif engagé en raison de leur non-exécution des obligations leur incombant aux termes, notamment, de la Convention de services, le tout tel qu'il appert plus amplement de l'article 4.2 b) de la Convention d'achat d'actions;
25. Malgré l'envoi de l'avis susmentionné, les défendeurs n'ont pas payé la somme de 662 431\$ aux demandereses, lesquelles réclament paiement de cette somme aux termes des présentes;
26. Selon l'article 4.7 de la Convention d'achat d'actions, les montants dus à titre d'Indemnité variable portent intérêt à un taux annuel composé mensuellement correspondant au taux préférentiel affiché de temps à autre par la Banque du Canada plus un pour cent, et ce, à partir du moment où ce passif a été engagé.

**POUR CES MOTIFS, PLAISE À L'ARBITRE :**

**ACCEUILLIR** la présente *Demande introductive d'arbitrage*;

**CONDAMNER** solidairement les défendeurs Cédric Leboeuf, Vivian Rahausen, Fiducie familiale Cédric Leboeuf et Fiducie familiale Vivian Rahausen à payer aux demanderesses Services de santé DCC (Québec) inc. la somme de 662 431 \$, plus les intérêts au taux annuel composé mensuellement correspondant au taux préférentiel affiché par la Banque du Canada plus un pour cent, ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, le tout :

- à compter 1<sup>er</sup> avril 2023, date approximative de l'envoi de la lettre d'anniversaire pour l'année 2022, pour la somme de 256 125 \$; et

- à compter du 2 février 2024, date de l'envoi de la lettre d'anniversaire pour l'année 2023, pour le reliquat;

**LE TOUT**, incluant les frais de l'Arbitre encourus dans la présente instance.

Montréal, le 12 février 2025

*Therrien Couture Joli-Cœur s.e.n.c.r.l.*

---

**THERRIEN COUTURE JOLI-CŒUR  
S.E.N.C.R.L.**

*Me Marc-André Lemire, avocat*  
Avocats des demanderesses

2000-1100, boul. René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec) H3B 4N4

Téléphone : 514 871-2800

Télécopieur : 514 871-3933

Courriel : [marc-andre.lemire@groupepetcj.ca](mailto:marc-andre.lemire@groupepetcj.ca)

Notification : [notifications@groupepetcj.ca](mailto:notifications@groupepetcj.ca)

Notre référence : 9008783-60-SERENGETI

N° de dossier: 7454-003

**ARBITRAGE**  
(devant M<sup>e</sup> Marie-Claude Martel, arbitre)

---

**SERVICES DE SANTÉ DCC (QUÉBEC) INC.**

et

**DENTALCORP HOLDINGS LTD.**

Demandereses

c.

**CÉDRIC LEBOEUF**

et

**VIVIAN RAHAUSEN**

et

**FIDUCIE FAMILIALE CÉDRIC LEBOEUF**

et

**FIDUCIE FAMILIALE VIVIAN RAHAUSEN**

Défendeurs

---

**LISTE DES PIÈCES**

---

<b>Pièce P-1</b>	État de renseignements de MWHE Holding Corp. au registre des entreprises
<b>Pièce P-2</b>	<i>General Conveyance and Assumption Agreement</i> daté du 30 juin 2024
<b>Pièce P-3</b>	<i>Convention d'achat d'actions</i> datée du 18 mai 2022
<b>Pièce P-4</b>	<i>Convention de services</i> datée du 18 mai 2022

<b>Pièce P-5</b>	<i>Convention de reconnaissance et de modification</i> datée du 31 mars 2023
<b>Pièce P-6</b>	Lettre d'anniversaire pour la période des mois de mai à décembre 2022
<b>Pièce P-7</b>	Sommaire du calcul de l'Indemnité variable
<b>Pièce P-8</b>	Lettre d'anniversaire pour la période des mois de janvier à décembre 2023
<b>Pièce P-9</b>	Correspondance datée du 9 mai 2024
<b>Pièce P-10</b>	<i>Notice of Direct Claim</i> daté du 12 juillet 2024

Montréal, le 12 février 2025

*Therrien Couture Joli-Cœur s.e.n.c.r.l.*

---

**THERRIEN COUTURE JOLI-CŒUR  
S.E.N.C.R.L.**

*Me Marc-André Lemire, avocat*  
Avocats des demanderesses

2000-1100, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H3B 4N4

Téléphone : 514 871-2800

Télécopieur : 514 871-3933

Courriel : [marc-andre.lemire@groupepetcj.ca](mailto:marc-andre.lemire@groupepetcj.ca)

Notification : [notifications@groupepetcj.ca](mailto:notifications@groupepetcj.ca)

Notre référence : 9008783-60-SERENGETI

No : 7454-003

**ARBITRAGE  
(DEVANT MEMARIE-CLADE MARTEL, ARBITRE)**

**SERVICES DE SANTÉ DCC (QUÉBEC) INC.**

Et

**DENTALCORP HOLDINGS LTD.**

Demanderes

c.

**CÉDRIC LEBOEUF**

et

**VIVIAN RAHAUSEN**

et

**FIDUCIE FAMILIALE CÉDRIC LEBOEUF**

et

**FIDUCIE FAMILIALE VIVIAN RAHAUSEN**

Défendeurs

**DEMANDE INTRODUCTIVE D'ARBITRAGE  
(Art. 141 et 631 et ss. du C.p.c.)**

**ORIGINAL**

**Marc-André Lemire, Avocat**

[marc-andre.lemire@groupepetcj.ca](mailto:marc-andre.lemire@groupepetcj.ca)

Notre dossier : **9008783-60**



1100, boul. René-Lévesque, # 2000

Montréal (Québec) H3B 4N4

T: 514-871-2800 / F : 514-871-3933

[notifications@groupepetcj.ca](mailto:notifications@groupepetcj.ca)

Brossard – Laval – Montréal – Québec – Saint-Hyacinthe – Sherbrooke

**Code : BG 2013**